

UNITED NATIONS
United Nations Regional Office
for Central Africa



UNOCA

NATIONS UNIES
Bureau Régional des Nations Unies
pour l'Afrique Centrale

**Briefing du Représentant spécial du Secrétaire
général pour l'Afrique centrale
Monsieur Abou Moussa
aux Ambassadeurs et Représentants
des Organisations internationales**

*Lundi, 2 décembre 2013
Résidence Hôtelière Nomad,
Libreville, Gabon*

Mesdames et Messieurs les Chefs des missions diplomatiques,

*Mesdames et Messieurs les Représentants des Organisations
internationales,*

*Monsieur le Représentant du Secrétaire Général de la Communauté
Economique des Etats d'Afrique Centrale,*

Chers Collègues des Nations Unies,

Chers invités,

Je voudrais tout d'abord vous souhaiter la bienvenue à notre traditionnelle séance d'échanges d'information.

Permettez-moi également de vous remercier de votre intérêt pour UNOCA et votre soutien aux activités de mon Bureau.

Notre entretien de cet après-midi portera sur les derniers développements politiques en Afrique centrale, et sur les activités d'UNOCA depuis notre rencontre du 2 Mai dernier.

Je dirai également quelques mots sur les perspectives du Bureau pour l'année 2014 qui pointe à l'horizon.

Ma présentation, qui sera suivi d'un échange interactif, portera, entre autres, sur :

- La situation en République centrafricaine (RCA) ;
- La lutte contre la piraterie maritime ;
- La lutte contre L'Armée de Résistance du Seigneur (LRA) ;
- Le renforcement des capacités pour la diplomatie préventive et la consolidation de la paix ;
- La présentation du cinquième rapport d'UNOCA au Conseil de Sécurité.

La situation en République centrafricaine et son impact dans la sous-région

Comme vous le savez, la situation en République centrafricaine (RCA) reste préoccupante. La paix et la sécurité continuent d'être menacées dans ce pays. Cette crise menace sérieusement la stabilité de l'ensemble de la sous-région d'Afrique centrale.

Les Nations Unies, l'ensemble de la communauté internationale, et les organisations régionales, notamment la CEEAC et l'UA, ont fait de la RCA une priorité. Des efforts significatifs sont en cours, en vue d'une sortie rapide de la crise. Entretemps, la situation interne se dégrade rapidement, depuis le 24 mars ; avec en particulier des exactions et des tueries dont la plupart sont imputées aux éléments de l'ex-coalition Séléka.

Des risques de dérive ethnique ou religieuse de la crise sont également réels : le Président François Hollande l'a rappelé il y a deux semaines au cours de l'audience accordée à son homologue togolais à l'Élysée, le 15 novembre 2013.

L'une des craintes majeures aujourd'hui est que des terroristes prennent avantage du vide sécuritaire en RCA pour s'y installer durablement.

Dans son dernier rapport au Conseil de sécurité sur la situation en RCA, rendu public le 15 novembre 2013, le Secrétaire général de l'ONU insiste (*je cite*), « Si ce cycle n'est pas immédiatement interrompu, la situation pourrait dégénérer en un conflit religieux et ethnique national et devenir incontrôlable, des crimes odieux risquant d'être commis et les répercussions sur la région pouvant être graves » (*fin de citation*).

Pour faire face à ce défi et ramener rapidement la paix et la sécurité en RCA, la CEEAC et l'Union Africaine, avec l'appui du Conseil de sécurité, se sont mis d'accord pour le déploiement de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine (MISCA).

Comme vous le savez, la France a décidé de renforcer son dispositif d'appui aux efforts de paix en Centrafrique en y déployant 800 militaires supplémentaires. Un contingent de 200 militaires devait

arriver à Bangui ce week-end. Ces nouveaux soldats viennent s'ajouter aux 600 militaires déjà déployés sur place.

Au niveau des efforts de la sous-région, 500 militaires congolais supplémentaires, ont été déployés hier pour renforcer le contingent déjà sur place.

La MISCA devra absorber les éléments de MICOPAX déjà en place ce mois. L'équipe dirigeante de la MISCA comprendra : le Général Jean-Marie Michel Makoko, du Congo, comme Représentant spécial, et le Général Martin Tumenta Chomu, du Cameroun, comme Commandant des forces. Les forces de police quant à elles, sont sous le commandement du colonel de gendarmerie Patrice Ostangue Bengone, du Gabon.

Au niveau des Nations Unies, depuis le 12 juin dernier, le Général Babacar Gaye, du Sénégal, est le nouveau Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU en RCA, et chef du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine (BINUCA).

Le 25 novembre dernier, le Secrétaire général de l'ONU a présenté au Conseil de sécurité, les conclusions de la mission d'évaluation technique qu'il a dispatchée dans ce pays, à la demande du Conseil. Dans son rapport, le Secrétaire général fait des recommandations concrètes sur la planification de la MISCA et des

détails sur les options possibles pour l'appui que fournira la communauté internationale.

Un projet de résolution dans ce sens est en circulation au sein du Conseil de Sécurité et sera discuté par les membres du Conseil dans 3 jours, le 5 décembre 2013.

Les efforts pour ramener la paix en RDC et la stabilité dans la sous-région.

En République démocratique du Congo, le groupe rebelle M23 a été défait au début du mois dernier, grâce à la collaboration efficace entre les FARDC et les forces des Nations Unies. Mais plusieurs groupes armés sont toujours actifs à l'est de la RDC, et les efforts pour les éliminer continuent.

Au plan régional, les discussions entre le gouvernement et le mouvement du M23 à Kampala, sous l'égide de la Conférence Internationale sur la région des grands Lacs (CIRGL), n'ont pas abouti à la signature d'un « accord » le 11 novembre comme espéré, à cause d'un malentendu entre les protagonistes sur la forme du document à signer.

Les pays de la sous-région et les Nations Unies, notamment la MONUSCO et le Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général de l'ONU pour les Grands Lacs, Madame Mary Robinson, continuent de travailler étroitement ensemble sur cet important dossier.

La menace terroriste en Afrique centrale

Un autre sujet de préoccupation dans la sous-région est la montée des activités terroristes, notamment les enlèvements des étrangers européens.

Après l'enlèvement le 19 février 2013 d'une famille française au nord du Cameroun et leur libération au Nigeria le 19 avril 2013, un prêtre français, Georges Vandenbeusch, a été enlevé le 14 novembre par des individus non identifiés, et amené très probablement au Nigeria.

La secte extrémiste Boko Haram a revendiqué cet enlèvement. Les problèmes que pose le terrorisme transfrontalier sont à la fois urgents et graves. UNOCA en a fait une priorité dans son agenda.

Le braconnage comme menace montante contre la sécurité des Etats et la stabilité régionale en Afrique centrale

Le braconnage, notamment celui des éléphants, est de plus en plus un phénomène préoccupant pour l'Afrique Centrale. À la trente-sixième réunion du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale, les ministres des Etats membres ont décidé qu'à l'avenir, le braconnage figurerait à l'ordre du jour de toutes leurs réunions.

Le 26 septembre dernier, le Président du Gabon, Son Excellence Monsieur Ali Bongo Ondimba, a participé au lancement de l'Initiative mondiale Clinton, d'un montant de 80 millions de dollars, qui vise à éliminer, partout dans le monde, le braconnage des éléphants et le commerce de l'ivoire. En marge de la soixante-huitième session de l'Assemblée générale, le Président Bongo a également co-organisé avec l'Allemagne un débat de haut niveau sur le braconnage et le trafic des espèces sauvages. Au cours du débat, le Secrétaire général de la CEEAC a souligné que les États membres de la Communauté avaient pris des mesures drastiques dans le cadre de la lutte qu'ils mènent de concert contre les braconniers.

Je voudrais souligner ici que, pour une lutte efficace contre le braconnage, il faut à la fois combattre les braconniers a la source, ici en Afrique, et en prendre en même temps des mesures d'accompagnement visant à dissuader et punir les demandeurs des produits du braconnage, qui sont pour l'essentiel basés hors du continent. Un bon exemple de cette stratégie est le récent rapatriement en Afrique du Sud, d'un stock illégal de défenses d'éléphants et de cornes de rhinocéros saisis à Hong Kong, et dont la valeur est estimée à 1,5 million d'Euros.

Activités d'UNOCA

En ce qui concerne les activités d'UNOCA, nos efforts ont essentiellement porté sur les domaines suivants :

- La lutte contre l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA) ;
- La diplomatie préventive et la consolidation de la paix ;
- La gestion du Comité Consultatif Permanent des Nations Unies chargé des Questions de Sécurité en Afrique Centrale (UNSAC) ;
- L'appui à la CEEAC, notamment dans la mise en œuvre de la résolution 2039 (2012) du Conseil de Sécurité sur la lutte contre la piraterie dans le Golfe de Guinée ;
- Mon briefing au Conseil de sécurité, le 20 novembre, sur les activités d'UNOCA.

.....
 a. Sur la lutte contre l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA).

Depuis notre rencontre de Mai dernier, UNOCA a continué de coordonner les efforts en vue de la mise en œuvre de la stratégie régionale pour l'éradication de la LRA, approuvée par le Conseil de Sécurité, le 29 Juin 2012.

Dans le contexte de la mise en œuvre de cette stratégie, UNOCA, en synergie avec l'UA, et l'accompagnement des partenaires internationaux, a organisé la réunion bisannuelle des coordonnateurs concernant la LRA qui s'est tenue à Entebbe (Ouganda). Au cours de la réunion, les partenaires nationaux, régionaux et internationaux ont fait

le point des initiatives engagées dans les domaines militaire, politique, humanitaire et celui des droits de l'homme et ont défini un calendrier d'activités pour les prochains six mois dans le cadre du plan de mise en œuvre de la stratégie.

Toujours dans le cadre de la lutte contre la LRA, le 2 octobre 2013, j'ai participé à une conférence organisée à Bruxelles sous l'égide du Parlement européen afin de recentrer l'attention internationale sur la question de la LRA. J'ai ensuite participé, le 4 octobre, à la réunion du Groupe de travail international sur la LRA coprésidé par l'Union européenne et les États-Unis. Les membres du Groupe ont estimé qu'il importait de renforcer l'appui politique et financier fourni à l'Initiative de coopération régionale de l'Union africaine afin de capitaliser sur la récente expansion des opérations militaires.

Lors du briefing du rapport du Secrétaire général sur les activités de UNOCA, que j'ai présenté le 20 novembre à New York, la question de la LRA a également été discutée. Les Membres du Conseil de sécurité ont insisté sur la nécessité de renforcer les efforts visant à mettre fin aux activités de la LRA, surtout dans le contexte précis actuel où la RCA est extrêmement fragilisée.

b. La diplomatie préventive et la consolidation de la paix

Guinée équatoriale

Suite à des allégations rapportées par les médias selon lesquelles des membres de l'opposition seraient détenus et il y aurait une montée des tensions politiques à l'approche des élections législatives et locales qui devaient se tenir le 26 mai, Je me suis rendu à Malabo du 20 au 22 mai 2013. À l'occasion de ce voyage, j'ai rencontré le Ministre des affaires étrangères afin d'évaluer la situation. S'il était exact que le Gouvernement avait arrêté plusieurs chefs de l'opposition accusés d'avoir tenu une manifestation interdite, le Ministre m'a assuré qu'ils allaient être libérés sous peu, ce qui a effectivement été le cas, et les élections se sont déroulées dans le calme.

Tchad

UNOCA a dépêché une mission d'évaluation au Tchad du 10 au 14 juin 2013, suite à l'annonce par le Gouvernement tchadien de la découverte d'un « complot de déstabilisation ». Cette annonce a été suivie de l'arrestation et la détention d'un certain nombre d'acteurs politiques, qui ont, depuis, été provisoirement relâchés. L'équipe d'UNOCA a également échangé avec le Gouvernement sur le renforcement des capacités nationales de dialogue, le renforcement des institutions des droits de l'homme et la menace terroristes en Afrique centrale, suite à la situation en Libye et les développements dans le Sahel.

Sao Tomé-et-Principe

Suite à une demande du Gouvernement de Sao Tomé-et-Principe, qui faisait état de quantité importantes d'armes légères et de petit calibre en train d'entrer illicitement dans le pays, et les menaces de déstabilisation nationales pouvant découler de cette situation, UNOCA a dépêché une mission d'évaluation dans le pays du 21 au 25 octobre 2013. L'équipe d'UNOCA a examiné la situation avec le gouvernement, les acteurs nationaux et les partenaires internationaux, y compris la communauté diplomatique et l'équipe pays des Nations unies. L'équipe a par ailleurs recensé les domaines dans lesquels elle pourrait apporter un appui à Sao Tomé-et-Principe pour l'aider à régler ces problèmes.

L'UNOCA prévoit de travailler avec l'équipe de pays des Nations Unies, la CEEAC, le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, l'Organisation maritime internationale et d'autres partenaires bilatéraux et multilatéraux, en vue d'aider Sao-Tomé et Principe à relever efficacement le défi de la prolifération des armes légères.

Renforcement des capacités en matière des droits de l'homme

Du 26 au 28 Novembre, UNOCA et le Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme et la démocratie en Afrique centrale (CNUDHD-AC) ont organisé conjointement un atelier sous-régional de sensibilisation et de renforcement des capacités des professionnels des

médias d'Afrique centrale, tenu à Douala, au Cameroun. J'ai eu l'honneur de coprésider la cérémonie d'ouverture de l'atelier avec le ministre camerounais de la Communication et le Directeur du CNUDHD-AC. Le 28 novembre, les participants ont adopté la Déclaration de Douala sur les Médias, la Paix et les Droits de l'Homme en Afrique centrale (copies disponibles)

**c. Les activités du Comité Consultatif Permanent des Nations Unies
Chargé des Questions de Sécurité en Afrique Centrale (UNSAC)**

La 36ème réunion ministérielle du Comité s'est tenue du 22 au 25 Août 2013 à Kigali (Rwanda). Les questions prioritaires sur l'agenda des ministres comprenaient, entre autres, le braconnage et son impact sur la sécurité des Etats et des populations, le renforcement des capacités de médiation de la sous-région, et le renforcement des capacités des Etats et des organisations régionales, notamment la CEEAC, de lutte contre le fléau du terrorisme.

Sur ce dernier point, une mission des Nations Unies a quitté New York hier pour la sous-région. L'équipe, composée d'experts en la matière, arrive ce soir à Libreville pour des échanges avec le Gouvernement gabonais, la CEEAC, les partenaires internationaux, et l'équipe pays des Nations Unies.

Dans le cadre du renforcement des capacités de lutte contre le terrorisme, UNOCA organisera du 28 au 29 janvier 2014, en partenariat

avec le Gouvernement gabonais et les collègues de l'équipe spéciale des Nations Unies pour la lutte contre le Terrorisme (CTITF), un atelier thématique sous régional sur le thème « Police et Sécurité».

La 37ème réunion ministérielle du Comité va avoir lieu du 19 au 23 décembre 2013 à Ndjamena au Tchad.

d. Lutte contre la piraterie maritime

Nos efforts dans cet important domaine sont actuellement sur la mise en œuvre de Déclaration de Yaoundé, adoptée par les Chefs d'Etat et de Gouvernement du Golfe de Guinée lors du Sommet des 24 et 25 juin dernier, tenue à Yaoundé, au Cameroun.

Au cours de cet important Sommet, les Chefs d'Etat et de gouvernement, (treize d'entre eux étaient représentés au niveau présidentiel), ont adopté les bases d'une stratégie régionale commune contre l'insécurité maritime dans le Golfe de Guinée. Ce sommet a aussi vu l'adoption d'un Code de Conduite concernant la prévention et la répression de la piraterie, vols à main armée commis en mer et autres activités maritimes illicites, et d'un Mémoire d'Entente entre la CEEAC, la CEDEAO et la Commission du Golfe de Guinée (CGG).

Dans ce cadre, les deux Bureaux régionaux de l'ONU pour l'Afrique centrale (UNOCA) et l'Afrique de l'ouest (UNOWA), travaillent

étroitement avec les trois organisations régionales concernées, en l'occurrence la CEEAC, la CEDEAO et la CGG.

Afin d'opérationnaliser les décisions du Sommet de Yaoundé, UNOCA et la CEEAC ont organisé conjointement une réunion d'experts techniques, les 29 et 30 juillet 2013, à Libreville. Elle a été suivie d'une réunion des chefs de la CEEAC, la CEDEAO et la CGG, le 26 Octobre à Dakar, au Sénégal. Par ailleurs, UNOCA continue de participer aux consultations d'un groupe informel d'experts du G8 + + Amis du Golfe de Guinée, qui soutient les États membres et les organisations régionales. La dernière réunion du groupe a eu lieu le 21 novembre à Abuja, au Nigéria.

En définitive, cinq mois après le Sommet de Yaoundé, l'heure est à la mise en œuvre des décisions des Chefs d'Etat par :

- L'opérationnalisation du CRESMAC de Pointe Noire au Congo, le 15 décembre 2013 ;
- Signature d'un Accord Multilatéral créant la Zone Maritime E de la CEDEAO (Nigéria, Bénin, Togo et Niger) ;
- Le début des travaux préliminaires du Groupe de Travail Interrégional avant le 15 décembre à Yaoundé, Cameroun ;
- Mise en place par le Cameroun du Comité National pour le Centre Interrégional de Coordination (CIC) ;
- Prospection pour la mise en place du CRESMAO, à Cotonou, au Bénin.

e) Briefing au Conseil de Sécurité sur les activités de l'UNOCA.

Le 20 novembre, j'ai présenté le cinquième rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale et sur les zones où sévit l'Armée de résistance du Seigneur.

Dans ma présentation, j'ai souligné le fait que l'insécurité et l'instabilité en République centrafricaine continue d'avoir les conséquences sécuritaires et humanitaires pour les voisins de ce pays et j'ai attiré l'attention des membres du Conseil sur l'impact de la criminalité transnationale, en mer ou sur terre qui demeure un sérieux défi à la sécurité de l'Afrique centrale. La grande vulnérabilité aux facteurs d'insécurité de nombre de pays et de région d'Afrique centrale a également été soulignée.

Mesdames et Messieurs les Chefs de Missions diplomatiques et Représentants des organisations internationales,

Mesdames, Messieurs,

S'agissant des perspectives pour 2014, les principaux défis de paix et de sécurité que je viens de souligner, continueront d'être prioritaires sur l'agenda de UNOCA. Les questions émergentes telles que le

terrorisme et le braconnage, en particulier dans son rapport avec la prolifération des armes légères et le financement des groupes rebelles, bénéficieront d'une attention particulière.

La prévention des tensions et de la violence électorales continueront également de nous occuper.

Il est heureux de noter que depuis notre dernier briefing, deux Etats de la sous-région, la Guinée équatoriale et le Cameroun ont organisé des processus électoraux calmes et pacifiques. Nous encourageons cette tendance pour les processus électoraux à venir dans la sous-région.

Une fois de plus, notre gratitude pour votre soutien à l'engagement d'UNOCA en Afrique centrale.

Je vous remercie de votre attention.
